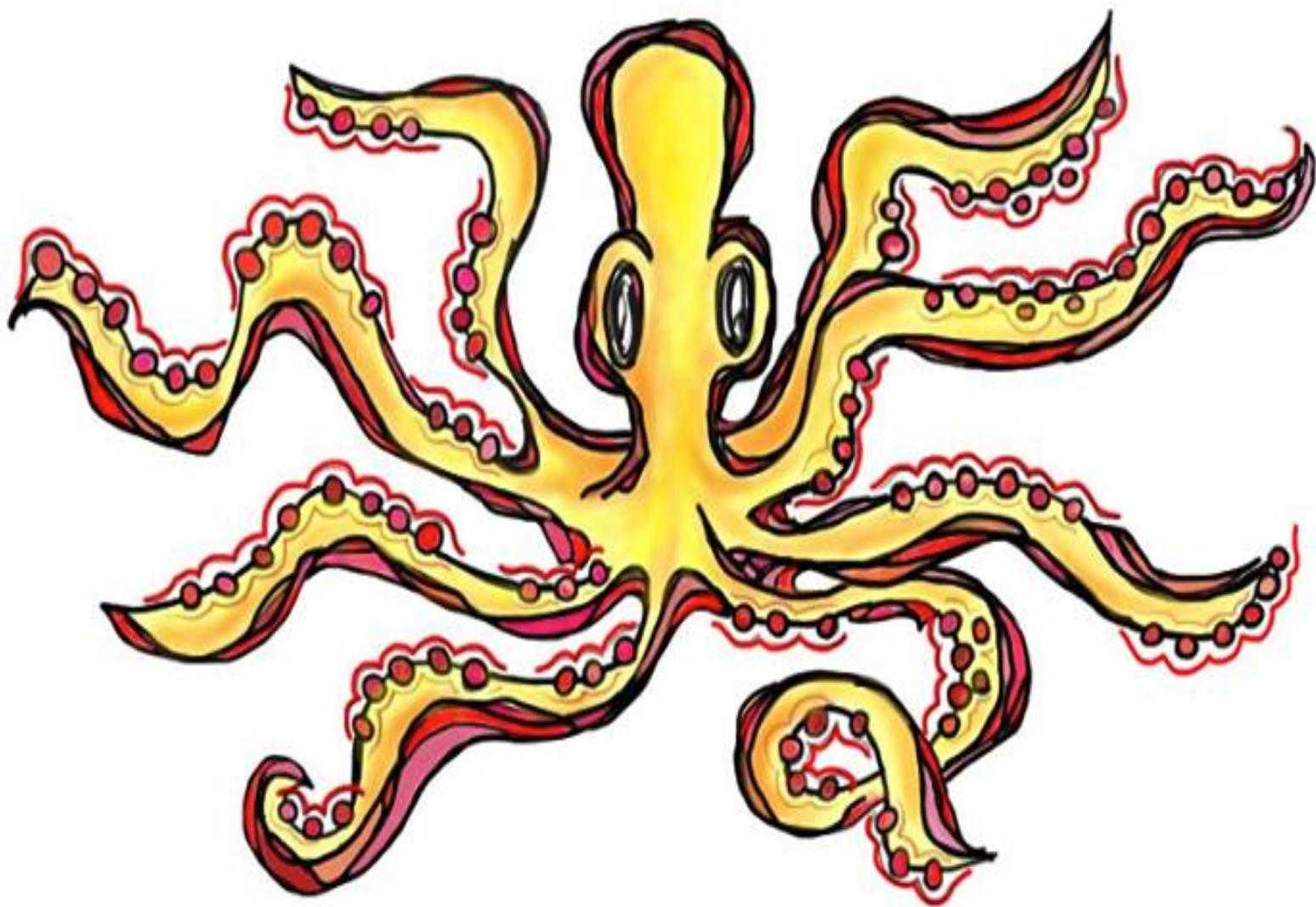


L'austérité néolibérale

Petit guide pour mieux comprendre l'idéologie néolibérale qui se cache derrière l'austérité



Le MÉPACQ, qui sommes-nous?

Fondé en 1981, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) regroupe 11 Tables régionales en éducation populaire autonome qui rassemblent à leur tour plus de 300 groupes populaires et communautaires autonomes répartis partout à travers le Québec. Par le moyen de l'éducation populaire, nous travaillons ensemble à la transformation sociale de manière à faire émerger la solidarité et la justice sociale dans notre société.

À qui s'adresse ce guide?

Ce guide s'adresse à toute personne qui s'intéresse au sujet et aux organismes qui font de l'éducation populaire auprès de la population et qui ont envie d'aborder les enjeux liés à l'austérité et au néolibéralisme. Ce petit guide ne prétend pas exposer toutes les nuances et contradictions du néolibéralisme. Il vise plutôt à expliquer les grandes mesures, incluant les mesures d'austérité, de manière à comprendre quelles sont les idées sur lesquelles elles se fondent et à qui elles profitent. À vous de choisir quel contenu et quelles activités vous voulez partager avec les gens qui fréquentent votre organisme.

Avertissement

Attention! Le MÉPACQ n'est pas neutre. Il prend clairement position pour la redistribution de la richesse et l'amélioration des conditions de vie des personnes les plus pauvres et la défense de leurs intérêts. Il se positionne ouvertement contre l'austérité et les politiques néolibérales, les coupes dans les programmes sociaux et la privatisation et la tarification des services publics.

Crédit dessin

Magalie Roy. Merci!

Copyleft

La reproduction et la distribution de cet outil sont fortement encouragées.

L'austérité : une mesure qui ne date pas d'hier

L'austérité n'a rien de nouveau. Il s'agit simplement d'un nouveau mot pour remplacer des expressions comme « réingénierie de l'État » ou « modernisation de l'État ». L'austérité fait partie de l'idéologie néolibérale visant le maintien et le développement du système économique, social et politique dans lequel nous vivons : le capitalisme.

Le néolibéralisme : une idéologie de la droite

Lorsqu'un gouvernement prend des décisions, il le fait en fonction de ses idéologies, de ses valeurs et de ses intérêts. Il existe deux grandes catégories idéologiques qui s'opposent : la gauche et la droite.

La gauche

- Peuple
- Public (État)
- Solidarité
- Bien commun
- Le social d'abord
- Fiscalité progressive (redistribution de la richesse)

La gauche est associée à un État fort et interventionniste mettant en place des lois, des politiques, des services et des programmes favorisant la redistribution de la richesse de manière à réduire les inégalités sociales, économiques et politiques.

La droite

- Élite
- Privé (Entreprise)
- Mérite individuel
- Compétition
- L'économie d'abord
- Fiscalité régressive (tout le monde, riche ou pauvre, paie la même chose)

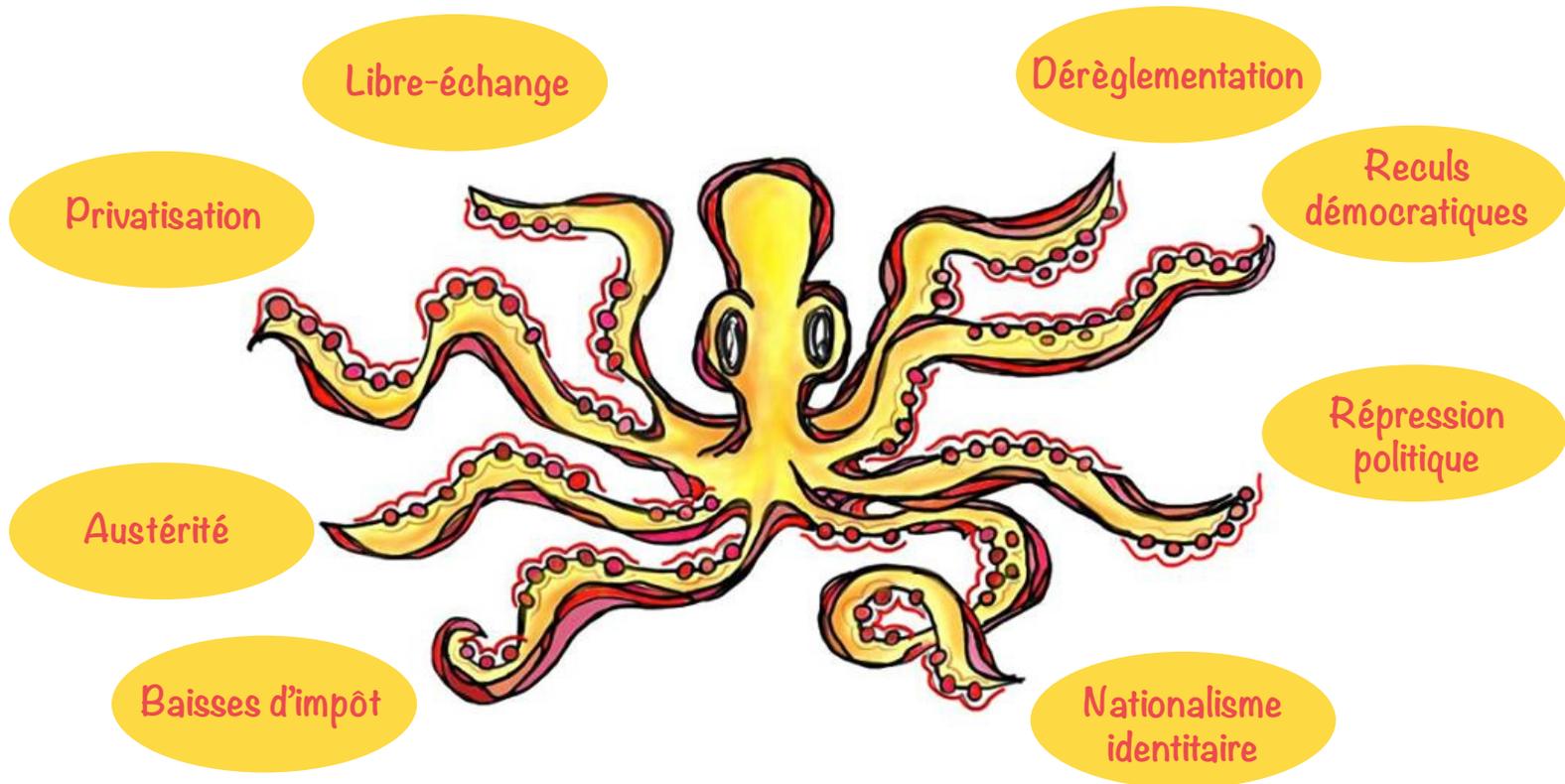
L'État doit s'occuper de maintenir l'ordre et la sécurité (police, armée, lutte au terrorisme et justice) et de faciliter la croissance économique par le développement et le soutien des entreprises privées. La droite est associée à un désengagement de l'État en matière sociale.

Un modèle qui relève du « gros bon sens »?

Le néolibéralisme est fondé sur l'idée fausse qu'il n'y a pas d'autres choix possibles qu'un modèle de société basé sur la croissance économique et qui profite aux riches au détriment des plus pauvres. Pour nous convaincre que ce modèle relève du « gros bon sens » et qu'il est dans le meilleur intérêt de tous et de toutes, les néolibéraux se prétendent neutres, objectifs et détenteurs de la vérité. Ils utilisent différents moyens pour nous en convaincre et ça fonctionne. Pourquoi? Parce qu'ils possèdent des instruments puissants qui leur donnent du pouvoir sur nous : les emplois, la richesse, les ressources, les médias de masse, les experts, etc. Ainsi, ils ont une grande influence sur les décisions du gouvernement.

Les politiques néolibérales

Pour concrétiser leurs idées et leurs valeurs, les gouvernements mettent en œuvre des politiques qui favorisent l'implantation de ce modèle de société. Nous pouvons affirmer être en présence d'un gouvernement voulant mettre sur pied un modèle de société basé sur l'idéologie néolibérale lorsque celui-ci met en place les politiques suivantes :



1) Baisses d'impôt

Quand un gouvernement baisse les impôts des particuliers et des entreprises, il se prive volontairement de revenus. C'est pour combler le déficit qu'il a lui-même créé qu'il hausse les taxes et les tarifs et qu'il coupe dans les services publics et les programmes sociaux. Bref, au lieu d'améliorer les services et les programmes au bénéfice de toute la collectivité, il fait le choix de favoriser l'enrichissement des plus riches et des entreprises. Pendant que les banques, par exemple, font des milliards de profits, la population se sert la ceinture pour combler un déficit créé de toutes pièces.

2) Austérité

Le gouvernement prétend que l'austérité vise à réduire la dette publique et à atteindre l'équilibre budgétaire (le déficit zéro). Dans les faits, la réduction de la dette et l'atteinte de l'équilibre budgétaire servent de prétexte pour justifier des coupes radicales dans nos services publics et nos programmes sociaux afin d'en favoriser la privatisation.

Les principales mesures d'austérité

L'austérité se concrétise généralement par trois grands types de mesures :

- **Hausses de taxes**
Hausser les taxes de vente (TVQ ou TPS) ou celles sur l'alcool ou le tabac, représente des mesures injustes qui profitent aux personnes les plus riches. Moins une personne a d'argent, plus les hausses de taxes l'appauvrissent. C'est ce qu'on appelle une fiscalité régressive, c'est-à-dire que tout le monde paie le même montant, peu importe son revenu. Donc, un achat coûtera toujours plus cher, en proportion, à une personne qui est pauvre qu'à quelqu'un qui est riche.
- **Tarifification des services**
Cela signifie que les gens doivent payer pour accéder aux services publics. La plupart du temps, les tarifs ne tiennent pas compte du revenu des personnes. Ce qui signifie qu'une hausse de la facture d'électricité ou du permis de conduire coûte plus cher, en proportion, à une personne qui est pauvre. En tarifant les services, l'État empêche les gens qui n'en ont pas les moyens, de profiter de certains services publics.
- **Coupes dans les services publics et les programmes sociaux**
Le néolibéralisme cherche à réduire la taille de l'État et à se désengager des protections sociales pour s'en remettre à l'entreprise privée. C'est pourquoi il impose des compressions dans les dépenses des services publics et des programmes sociaux comme l'aide sociale, la santé, l'éducation, etc.

L'austérité Un échec partout dans le monde

Nous savons que l'austérité ne fonctionne pas. Le Fonds monétaire international [FMI], qui prônait l'austérité il y a quelques années, la qualifie maintenant de dangereuse en faisant référence aux cas de l'Europe. En plus de nuire à la démocratie et d'augmenter les inégalités sociales, politiques et économiques, elle représente un frein à l'économie. Alors pourquoi les dirigeants politiques continuent-ils malgré tout d'appuyer ces politiques?

3) Privatisation

Dans le modèle néolibéral, les services publics, les programmes sociaux ou encore les sociétés d'État comme Hydro-Québec devraient plutôt être gérés par les compagnies privées. Prétendant une lourdeur et un manque d'efficacité dans la gestion des fonds publics, cette idéologie cherche à transformer nos protections sociales en une occasion de faire des profits pour l'entreprise privée. Pour favoriser la prise en charge des services publics et des programmes sociaux par l'entreprise privée, les gouvernements font appel aux PPP et aux PPP sociaux :

- **Les PPP** : Dans les partenariats publics-privés, on fait appel au privé pour financer les services publics. Par exemple, le CHUM et la construction du pont Champlain.
- **Les PPP sociaux** : Dans les partenariats publics-privés sociaux, on fait appel au privé pour financer les programmes sociaux. C'est ce que font la Fondation Chagnon ou la Fondation du Dr Julien.

4) Libre-échange

Les accords commerciaux de libre-échange internationaux négociés à l'insu de la population et signés par nos gouvernements renforcent l'économie de marché et la concurrence des grandes compagnies au détriment des petites compagnies locales, des protections sociales, de l'environnement et de la démocratie. Une compagnie étrangère peut même poursuivre le gouvernement lorsqu'il adopte une loi (environnementale, de santé publique ou autre) qui pourrait limiter ses profits.

5) Dérèglementation

Les lois et les règlements mis en place par l'État pour protéger la population des abus du marché sont vus, par les néolibéraux, comme une contrainte à la recherche de profit. Selon eux, l'État doit plutôt laisser le marché se régler par lui-même selon les principes de la concurrence et des lois du libre marché. La réglementation a souvent été créée pour protéger la population (normes du travail, CSST, normes contre la pollution, protection des consommateurs, etc.).

6) Reculs démocratiques

Pour les néolibéraux, l'espace démocratique doit être réservé à l'élite, afin que celle-ci puisse prendre les meilleures décisions économiques possibles, sans être influencée par les groupes sociaux. Pour se faire, ils tentent de réduire le pouvoir démocratique des citoyennes et des citoyens au seul fait de voter à tous les quatre ans. Ils discréditent les acteurs sociaux et leurs idées : les syndicats, les associations étudiantes, les nations autochtones, les environnementalistes, les groupes de femmes, les organismes d'action communautaires autonome et les groupes de défense de droits. Bref, même si les gouvernements néolibéraux se disent démocratiques, leur refus d'être à l'écoute de l'ensemble des acteurs nous prouve qu'ils sont, en réalité, profondément anti-démocratiques. L'objectif du néolibéralisme est de mettre l'État au service des grandes entreprises et non de la population.

7) Répression politique

Ce refus d'être à l'écoute des groupes sociaux mène à une plus grande répression de ces mouvements par la police et les cours de justice. On l'a vu durant la grève étudiante de 2012 où des milliers de personnes ont été arrêtées pour des raisons politiques. Encore aujourd'hui, en 2015, l'État utilise des lois anti-démocratiques et la brutalité policière pour freiner la montée du mouvement de protestation sociale contre l'austérité néolibérale.

8) Nationalisme identitaire

Pour le néolibéralisme, le rôle de l'État devrait se limiter à faciliter le commerce et à maintenir l'ordre social par la mise en place de politiques pour la sécurité nationale. C'est donc sous ce prétexte identitaire que le néolibéralisme cherche à mettre en place des politiques visant à exercer un contrôle des populations basé sur la xénophobie et le racisme. Ainsi, bien que les accords commerciaux ont tendance à faciliter la circulation des marchandises et de l'argent, la situation est très différente pour les gens.

Les conséquences du néolibéralisme et de l'austérité

L'idéologie néolibérale est porteuse de graves problèmes sociaux, économiques et politiques.

Augmentation des inégalités sociales et économiques



Avec les politiques d'austérité, nous constatons que l'État remet le fardeau de la dette publique sur les populations pauvres et sur la classe moyenne qui s'appauvrissent de plus en plus. La hausse des taxes et des tarifs ainsi que les coupures dans les services et les programmes sociaux touchent beaucoup plus durement les personnes à faible revenu puisque ces politiques s'appliquent de la même manière à tout le monde, sans égard au revenu des personnes. En gros, les riches s'enrichissent, les pauvres et la classe moyenne s'appauvrissent. Rappelons également que toutes ces politiques ont un impact négatif beaucoup plus grand chez les femmes, les personnes immigrantes et marginalisées.

Augmentation des préjugés liés à la pauvreté



Le néolibéralisme ne reconnaît pas les personnes qui sont systématiquement prises dans la pauvreté (femmes, personnes immigrantes, personnes handicapées, etc.). Selon la logique néolibérale, les gens pauvres sont responsables de leur sort: mauvaises habitudes vie, mauvaise gestion budgétaire, manque de planification, manque de jugement, paresse, etc. Ainsi, les programmes d'aide sociale et autres sont jugés injustes puisqu'ils sont financés avec l'argent durement gagné chez les bons travailleurs et les bonnes travailleuses. C'est ainsi que nos gouvernements nourrissent, sur une base idéologique, les préjugés liés à la pauvreté et que leurs mesures de lutte contre la pauvreté sont liées à la création d'emploi et non à l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté.

Augmentation des inégalités politiques



L'un des impacts les plus importants de l'accroissement des inégalités de revenu est la perte d'influence de la population sur ses dirigeants politiques. Plus une population s'appauvrit, moins elle sera en mesure de faire pencher les décisions en sa faveur. À cela s'ajoute le fait que le néolibéralisme cherche à mettre de côté la démocratie sociale au profit d'une simple démocratie représentative appartenant aux élu-e-s et aux classes dirigeantes. Plutôt que d'avoir une démocratie qui correspond aux intérêts du peuple et qui se vit quotidiennement, on a une démocratie qui profite à une minorité de gens riches et qui se vit aux quatre ans.

Surendettement et appauvrissement de la classe moyenne



Les mesures d'austérité et les politiques néolibérales appauvrissent de plus en plus les personnes de la classe moyenne. Depuis 20 ans, les dépenses augmentent deux fois plus vite que les revenus en raison, notamment, de la hausse des tarifs, des taxes et de l'inflation. Le manque à gagner est compensé par les cartes de crédit ce qui fait grimper le taux d'endettement des consommateurs et des consommatrices à des sommets jamais vus auparavant.

Crise financière et récession économique



C'est la déréglementation des marchés financiers qui nous a conduits à la crise financière de 2007-2008. Alors que cette crise aurait dû remettre en question le modèle néolibéral, elle a plutôt servi de prétexte pour accélérer et intensifier les mesures d'austérité. Mesures qui ont elles-mêmes mené à des récessions économiques dans plusieurs pays d'Europe. Dans un contexte où les gouvernements auraient dû augmenter leurs dépenses afin de stimuler l'économie, ils ont, au contraire, choisi de sauver le modèle néolibéral par la mise en place de politiques d'austérité qui appauvrissent leurs populations au profit d'une poignée de bien nantis. En réalité, le néolibéralisme est une réponse aux crises économiques et financières pour que les riches continuent d'augmenter leurs profits.

Diminution des conditions de travail



Les coupures dans les services publics et les programmes sociaux amènent des pertes d'emploi ce qui exerce une pression à la baisse des conditions de travail dans l'ensemble des emplois : le privé peut se permettre d'être moins compétitif par rapport aux conditions offertes par l'État. Ajoutons à cela les nouvelles règles de l'assurance-emploi imposées par le gouvernement fédéral qui obligent les travailleurs et les travailleuses à accepter des emplois en dessous de leurs compétences.

Collusion et corruption



Avec la déréglementation des marchés, l'État ne peut plus exercer une surveillance efficace. Ainsi, la collusion, la corruption, la monopolisation, la manipulation des marchés deviennent monnaie courante ce qui coûte cher aux citoyen-ne-s.

D'autres choix sont possibles

Plusieurs groupes sociaux réunis au sein de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics proposent des solutions fiscales visant à augmenter les revenus de l'État et à faire payer davantage les entreprises et les plus riches pour ainsi favoriser une meilleure redistribution de la richesse. La Coalition propose au gouvernement des solutions fiscales pour récupérer 10 milliards de dollars. Ces solutions permettraient au gouvernement d'améliorer les conditions de vie de toute la population en investissant dans les services publics et les programmes sociaux plutôt que d'encourager l'accumulation de la richesse pour une poignée de bien nantis.

Voici les principales revendications de cette Coalition dont fait partie le MÉPACQ :

- 1 milliard : Établir 11 paliers d'imposition pour les particuliers, de façon à taxer davantage les gens très riches (94% des gens auraient une baisse d'impôt).
- 1,22 milliard : Augmenter le taux provincial d'imposition des entreprises à 15% (actuellement à 11,9 %).
- 600 millions : Augmenter la contribution fiscale des institutions financières (banques, compagnies d'assurances, Desjardins, etc.), notamment en rétablissant la taxe sur le capital pour les entreprises financières.
- 1 milliard : Mettre en place un régime entièrement public d'assurance médicament afin de contrôler le coût des médicaments.

Construire notre rapport de force



Il est évident que le néolibéralisme ne peut pas disparaître du jour au lendemain et que ses conséquences se feront sentir encore longtemps. Toutefois, rien ni personne ne peut nous empêcher de poser des questions, de réfléchir et de nous mettre en action pour construire un mouvement de protestation fort et solidaire afin d'imposer nos propres choix, notre propre modèle de société basé sur l'égalité, la justice sociale et la solidarité au profit de l'ensemble de la collectivité. Face à un gouvernement qui refuse d'être à l'écoute de sa population et des mouvements sociaux, la reprise

de notre pouvoir sur la démocratie par la construction de notre rapport de force est actuellement la seule voie de changement possible. Pour le MÉPACQ, c'est dans la solidarité et les actions collectives que nous pouvons trouver la solution non seulement pour contrer l'austérité néolibérale, mais également pour développer des alternatives menant à une véritable justice sociale.

ANNEXE - Courte histoire du Néolibéralisme

D'un capitalisme national et industrialisé à un capitalisme international et financiarisé

1. Crise du libéralisme

1929 à la Deuxième Guerre mondiale: Crash boursier de 1929 et la grande dépression

2. Rénovation du libéralisme et naissance du néolibéralisme (1938-1947)

Août 1938: Colloque Lippmann: 26 économistes et intellectuels libéraux se réunissent à Paris pour réfléchir à « l'après dérive étatique de l'Occident »

Avril 1947: « La société du Mont Pellerin » L'opposition intellectuelle à l'interventionnisme étatique se structure et crée un groupe de réflexion international. La société est encore aujourd'hui organisatrice du Forum économique mondial de Davos qui réunit chaque année PDG de multinationales et politicien-ne-s.

Ensemble d'idées mises de l'avant: une concurrence libre et non faussée, la libre entreprise, la circulation des biens et des capitaux.

3. La traversée du désert (1947 à 1970)

1945 à 1973: « Les trente glorieuses ». Période de forte croissance économique dans les pays dits « développés ». La période est marquée par l'intervention de l'état dans l'économie et le développement de programmes sociaux.

1960: « La Révolution tranquille » au Québec. Nationalisation de l'hydro-électricité, création du réseau de l'Université du Québec (UQ), des Cégeps, de l'assurance maladie du Québec, etc.

4. L'essor et âge d'or du néolibéralisme (No future, no alternative)

Essoufflement du modèle dominant d'après-guerre: montée du chômage, stagnation économique et inflation.

Fin des années 1960: accroissement des dettes publiques du tiers-monde et des pays de l'Est.

1971 à 1978: Choc pétrolier

11 septembre 1973: Coup d'État du général Augusto Pinochet au Chili. Première expérimentation du modèle néolibéral.

1979 à 1984: Élections. Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, Ronald Reagan aux États-Unis, Bryan Mulroney au Canada (droite néolibérale). Déréglementation de l'économie, augmentation des taux d'intérêt, vague de privatisation, diminution de la protection sociale et coupe dans les programmes sociaux: retraite, santé, éducation supérieure, allocation de chômage, etc.

1982: Crise des dettes publiques : Le défaut de paiement du Mexique sur sa dette déclenche une crise bancaire mondiale et entraîne le défaut de près d'une trentaine de pays.

1982 Le gouvernement Lévesque (Parti Québécois) coupe les salaires de la fonction publique de 25%.

Plan d'ajustement structurel (PAS) Série de mesures que le Fonds monétaire international(FMI) et la Banque mondiale imposent aux pays pour l'obtention de nouveaux prêts ou l'échelonnage d'un ancien prêt : Réduire le déficit budgétaire du gouvernement, dévaluation de la monnaie, élimination des barrières protectionnistes, élimination des contrôles de prix (plafonds et plancher), élimination des subventions, privatisation des entreprises d'État, etc.

1984-Élection de Brian Mulroney (Parti progressiste-conservateur du Canada)

Privatisation : Air Canada, Pétro-canada, Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), etc.

1987: Accord de libre-échange Canada-États-Unis
Vague de délocalisation d'entreprise et effondrement du secteur manufacturier au Québec

1992: « Thérapie de choc ». Passage d'une économie planifiée à une économie de marché après l'effondrement du bloc de l'Est. Période marquée par des privatisations massives et rapides.

5. Fissures et contestations (les années 1990 à nos jours)

1^{er} janvier 1994: Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA). **Soulèvement au Chiapas (Mexique) des Zapatistes (EZLN)**

1996: « Déficit zéro » Lucien Bouchard est élu par acclamation à la tête du parti québécois (PQ). Le PQ met de l'avant une politique d'austérité afin d'atteindre son objectif du « déficit zéro » (mises à la retraite massives en Santé et en Éducation).

100 000 étudiants déclenchent une grève en octobre lorsque le gouvernement péquiste, impose une augmentation des droits de 30 pour cent.

1999: Sommet de l'organisation mondiale du commerce (OMC). **Manifestation de Seattle l'une des premières manifestations altermondialistes, « un autre monde est possible »**

2000: Sommet des Amériques à Québec pour parler pour l'instauration d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) / **manifestation altermondialiste**

2001: **Organisation du premier forum social mondial à Porto Alegre.** Alternative sociale au Forum économique mondial qui se déroule chaque année à Davos en Suisse

2003: « Réingénierie de l'état » et « Partenariat-Public-Privé ». Élection du parti libéral du Québec (PLQ) de Jean Charest. **Vague de contestation, « Nous n'avons jamais voté pour ça ».**

2005 : **200 000 étudiant-e-s sont en grève pour s'opposer à la réduction de l'aide financière de 103 millions \$ du gouvernement libéral de Jean Charest.**

2007: Début de la crise financière (été). Les États socialisent les pertes des banques. Soutien financier à l'industrie automobile, soutien à l'immobilier, etc.

2010: Fondation de la coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics

2010: La « Révolution culturelle » de Raymond Bachand ou « la juste part ». Le gouvernement de Jean Charest annonce dans son budget de nombreuses hausses de tarif dont le dégel des frais de scolarité à l'université et l'instauration d'une taxe santé.

2011: **Mouvement des indignés en Espagne (mai)**
Début du mouvement « occupy wall street » (septembre), « nous sommes les 99% »

2012: « Printemps érable ». Le mouvement étudiant s'oppose à la marchandisation de l'éducation.

2014-2015: « Rénovation de l'État ». Le PLQ de Philippe Couillard fait campagne en martelant : « Les québécois ne veulent pas de référendum, ils veulent des emplois. » Une fois élu, le gouvernement met de l'avant une politique d'austérité et annonce les fermetures prochaines de Solidarité rurale, des Centres locaux de développement (CLD), des conférences régionales des élus (CRÉ) et repositionne les Carrefours jeunesse-emploi. Il entame des réformes dans les réseaux de l'éducation, de la santé et met fin à l'universalité pour les garderies, etc.

Printemps 2015 : **La grève sociale du 1^{er} mai contre l'austérité néolibérale s'organise.**

POUR PLUS D'INFORMATIONS, CONTACTEZ VOTRE TABLE RÉGIONALE D'ÉDUCATION POPULAIRE

L'AGÉPA Centre-du-
Québec
819 795-4441
agepa@videotron.ca

MÉPAC - Saguenay-
Lac-Saint-Jean,
Chibougamau-Chapais
418-412-4545
info@mepac.qc.ca

MÉPAL - Lanaudière
450 752-4700
mepalqc@yahoo.fr

RÉPAT - Abitibi-
Témiscamingue
819 762-3114
info@lerepat.org

ROM - Mauricie
819 379-2889
inforom.mauricie@gmail.
com

RÉPAC-03-12 - Québec
et Chaudière-Appalaches
418 523-4158
repac@repac.org

Table des groupes
populaires - Côte-Nord
418 589-2809
table@
groupespopulaires.org

TROVEP de l'Estrie
819 566-2727
trovepe@aide-internet.
org

TROVEP de la
Montérégie
450 443-9330
jtrovepm@synd-
champlain.qc.ca

TROVEP de Montréal
514 527-1112
trovep@cooptel.qc.ca

TROVEP de
l'Outaouais
819 771-5862
vtrovepo@bellnet.ca